



**PRÉFÈTE
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations
Service Environnement et Prévention des Risques**

**Arrêté n°281/DDPP/22 portant mise en demeure
au titre de la réglementation des installations classées
pour la protection de l'environnement**

**La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ; ;

VU le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 22-012 du 4 mars 2022 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 février 1999 modifié délivré à la société Barriol & Dallière Industries pour l'exploitation d'une installation de fabrication de pièces mécaniques en acier sur le territoire de la commune d'Andrézieux-Bouthéon - Z.I. Sud - rue Thimonier ;

VU l'arrêté portant prescriptions complémentaires du 1 décembre 2015 délivré à la société Barriol & Dallière Industries modifiant l'arrêté d'autorisation susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral n° 131/DDPP/2019 portant prescriptions complémentaires du 28 mars 2019 et notamment son article 1.3.4 qui prescrit la rétention sur site des eaux d'extinction d'un éventuel incendie pour un volume calculé de 1300 m³ ;

VU le rapport du 22 avril 2022 de l'inspection des installations classées relatif à sa visite du 25 mars 2022 transmis à l'exploitant conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement, lequel propose de mettre en demeure la société BARRIOL ET DALLIERE INDUSTRIES de respecter les prescriptions de l'arrêté du 28 mars 2019 susvisé son établissement sis à ANDREZIEUX-BOUTHEON (42160) - Z.I. Sud, rue Barthélémy Thimonnier ;

VU le courrier électronique de l'inspection des installations classées en date du 3 mai 2022 transmettant à la société BARRIOL ET DALLIERE INDUSTRIES le rapport d'inspection susvisé et le projet d'arrêté portant mise en demeure ;

VU l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur le projet d'arrêté portant mise en demeure transmis ;

Considérant que lors de l'inspection du 25 mars 2022, il a été constaté l'absence de moyens permettant de retenir un volume de 1300 m³ d'eaux d'incendie ;

Considérant qu'en conséquence, en cas d'incendie, les eaux d'extinction seraient susceptibles de polluer les milieux naturels environnants ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société BARRIOL ET DALLIERE INDUSTRIES de régulariser son respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2019 susvisé ;

Standard : 04 77 43 44 44

Télécopie : 04 77 43 53 02

Site internet : www.loire.gouv.fr

Immeuble « Le Continental », 10 rue Claudius Buard CS 40272 - 42014,
Saint-Etienne Cedex 2

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire,

A R R E T E

Article 1^{er}

La société BARRIOL ET DALLIÈRE INDUSTRIES, implantée rue Barthélémy Thimonnier – 42 160 Andrezieux-Bouthéon, exploitant une installation de fabrication de pièces de forges techniques, est mise en demeure de respecter la prescription de l'article 1.3.4 de son arrêté préfectoral complémentaire du 28 mars 2019.

Le délai pour respecter cette mise en demeure est **de deux mois**, à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 2 -

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus aux mêmes articles, il sera fait application des dispositions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant.

ARTICLE 3 - Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr.


Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 - Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 - Le secrétaire général de la préfecture de la Loire, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées et le maire de ANDREZIEUX-BOUTHEON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Fait à Saint-Etienne, le **30 MAI 2022**

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général


Dominique SCHUFFENECKER

copie adressée à :

- Société BARRIOL ET DALLIERE INDUSTRIES
Z.I. Sud
rue Barthélémy Thimonnier
42160 ANDREZIEUX-BOUTHEON

- Mairie de ANDREZIEUX-BOUTHEON

- DREAL UID 42/43

- Archives

- Chrono

